ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

13^e Réunion régionale africaine



Addis-Abeba, Ethiopie, 30 novembre-3 décembre 2015

Document de travail pour le débat spécial en séance plénière: «Emploi et nouvelles technologies: des possibilités pour la jeunesse africaine»

Introduction

- 1. L'Afrique connaît depuis quelques années une croissance économique soutenue. Mais, dans bien des pays, celle-ci n'a pas généré d'emplois décents en nombre suffisant pour absorber une main-d'œuvre en augmentation. Sur les personnes arrivées sur le marché du travail depuis 2005, près de la moitié ont un emploi dans l'économie informelle et un tiers dans l'agriculture des emplois qui se caractérisent souvent par une faible productivité, des bas salaires et un faible recours aux nouvelles technologies. L'enjeu pour les pays africains est donc de transformer leurs économies afin de générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et une croissance partagée.
- 2. Le changement technologique peut jouer un rôle déterminant à cet égard. Il peut être défini comme «le processus par lequel les économies modifient au fil du temps les produits qu'elles produisent et les procédés utilisés pour les produire» ¹. Le modèle de changement technologique influe non seulement sur le nombre d'emplois mais aussi sur la nature de ces emplois. Les nouvelles technologies détruisent certes des emplois du fait de l'automatisation et des délocalisations, mais elles en créent aussi de nouveaux du fait de l'apparition de nouvelles activités et des relocalisations. Elles peuvent aussi radicalement transformer les métiers existants.
- 3. Un des enjeux fondamentaux pour les pays africains qui cherchent à générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité est d'orienter le développement technologique de façon à favoriser des modèles et des voies d'innovation qui permettent de créer des emplois productifs répondant aux besoins et aux aspirations de la population, et à garantir que les travailleurs actuellement employés dans l'économie informelle et dans des secteurs à faible productivité ne sont pas laissés au bord du chemin.
- **4.** La présente note a pour objet: i) de décrire les grandes tendances concernant la technologie et les emplois en Afrique (partie A); et ii) de recenser les questions stratégiques à soumettre aux responsables politiques et aux partenaires sociaux (partie B).

¹ P. Stoneman: *The economic analysis of technological change* (Oxford, Oxford University Press, 1983), p. 3.

A. Dynamique du changement technologique en Afrique

- 5. La plupart des pays africains pâtissent encore de faibles niveaux technologiques ainsi que d'une faible dynamique d'évolution technologique. Dans l'économie informelle et dans l'agriculture les deux principaux secteurs en Afrique –, les techniques de production sont peu sophistiquées, ce qui se traduit par une proportion élevée d'emplois à faible productivité et à bas salaires, et entraîne souvent des effets négatifs sur la santé et le bienêtre des travailleurs, ainsi que des possibilités limitées d'apprentissage et d'évolution. Il en va autrement du secteur de l'artisanat. Les maîtres artisans et les travailleurs de certains métiers artisanaux emploient généralement des technologies avancées. Par exemple, en République-Unie de Tanzanie, les mécaniciens auto de l'économie informelle utilisent des outils de diagnostic assisté par ordinateur, et les menuisiers et les tailleurs produisant pour les marchés locaux sont désireux de perfectionner leurs modèles, de différencier leurs produits et d'améliorer la qualité. Une étude du BIT montre qu'ils possèdent généralement aussi un niveau d'éducation plus élevé et une formation technique formelle et par apprentissage informel plus poussée ².
- **6.** En outre, la part du secteur industriel dans le PIB des pays africains reste faible, de même que la part des produits de moyenne et haute technologie au sein de l'industrie manufacturière. Or le développement industriel est considéré comme un moteur du changement technologique, de l'apprentissage et de la création d'emplois dans les pays à faible revenu ³. La désindustrialisation prématurée que connaît l'Afrique subsaharienne a contribué à la faible dynamique technologique et de création d'emplois. Les pays d'Afrique du Nord, en revanche, affichent une part d'emplois industriels plus importante, ce qui contribue sans doute à expliquer leurs niveaux de productivité relativement élevés, comparés à d'autres pays d'Afrique ⁴.
- 7. Ces dernières années, cependant, un certain nombre de pays africains ont connu une évolution de la composition des compétences (ou des profils de poste) de la main-d'œuvre. Par exemple, dans des pays à revenu moyen comme l'Afrique du Sud, le Botswana, le Gabon, Maurice et la Tunisie, ainsi que dans des pays à revenu moyen inférieur comme l'Egypte, le Ghana, le Maroc et la Zambie, ou à faible revenu comme l'Ethiopie, le Libéria et le Rwanda, la part des emplois à forte intensité de qualification est en augmentation. Fait intéressant, la part des emplois nécessitant des travailleurs moyennement qualifiés et peu qualifiés ne suit pas la même évolution dans tous ces pays. On constate dans certains d'entre eux une polarisation de l'emploi, avec une baisse de la part des emplois à moyenne intensité de qualification et une hausse de celle des emplois à faible intensité de qualification. D'autres pays connaissent le phénomène inverse. Ces changements ont beau témoigner de transformations technologiques et structurelles, aucune analyse systématique de ces mutations dans les pays africains n'a été encore entreprise. C'est une question de recherche urgente que l'OIT et ses mandants auront à traiter.

1. Principaux enjeux

8. Compte tenu de la forte croissance démographique et du très grand nombre de jeunes – de plus en plus formés – qui vont arriver sur le marché du travail dans les années qui viennent, les pays africains devront continuer à créer une dynamique de changement

² I. Nübler, C. Hofmann et C. Greiner: *Understanding informal apprenticeship: Findings from empirical research in Tanzania* (BIT, 2010).

³ J.A. Ocampo, C. Rada et L. Taylor: *Growth and policy in developing countries: A structuralist approach* (New York, Columbia University Press, 2009).

⁴ BIT: World Employment and Social Outlook: The changing nature of jobs (2015).

technologique et de diversification rapide dans tous les secteurs de l'économie – industrie, artisanat, agriculture et services. C'est à cette condition qu'ils pourront augmenter la productivité, mais aussi créer des emplois de qualité à un rythme soutenu, y compris pour la jeune génération plus formée.

- 9. Deux grandes leçons sont à tirer de l'expérience de rattrapage rapide des pays d'Asie de l'Est. Premièrement, ce rattrapage nécessite une double stratégie de transition progressive des produits de basse technologie vers des produits de moyenne et haute technologie, et de passage direct aux nouvelles technologies qui voient le jour dans les pays développés ou bien de mise à profit des possibilités offertes par ces dernières. C'est ainsi que la République de Corée a adopté la fabrication assistée par ordinateur (FAO) apparue dans les années soixante-dix, que l'Afrique du Sud, le Costa Rica et l'Inde ont attiré des centres d'appels et des services administratifs et informatiques (le traitement des données, par exemple) sous-traités par des entreprises de pays à hauts salaires, et que la Chine est devenue un exportateur de produits de haute technologie en tirant parti des nouvelles chaînes de valeur créées à la faveur de la révolution de l'information et de la mondialisation.
- 10. Deuxièmement, le transfert de technologie à une entreprise locale diffère beaucoup du transfert de produits. C'est essentiellement un processus d'apprentissage qui implique d'acquérir progressivement des capacités d'innovation, d'imitation et d'investissement. L'accumulation de connaissances et de compétences dans des activités de relativement basse technologie au sein d'un secteur particulier permet aux travailleurs et aux entreprises de se diversifier progressivement vers des activités plus sophistiquées et de plus haute technologie. Plus important encore, la main-d'œuvre développe ce faisant une série de nouvelles aptitudes et compétences techniques qu'elle pourra mettre à profit pour fabriquer de nouveaux produits. Les entreprises locales apprennent à innover et à gérer le transfert de technologie, et les institutions acquièrent les compétences pour promouvoir l'innovation et le changement technologique. Et ce sont ces mêmes capacités qui permettent à un pays de faire un bond technologique et de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par les technologies de pointe mises au point dans les pays développés.
- 11. L'industrie légère (vêtement, articles en cuir, articles en bois, produits métalliques et produits agro-industriels) est un bon point de départ pour amorcer un processus graduel d'innovation, d'apprentissage et de création d'emplois. Très peu de pays d'Afrique subsaharienne ont à ce jour réussi à développer une industrie légère importante, malgré le fait qu'ils disposent d'avantages comparatifs clairs ou latents dans les secteurs industriels de basse technologie, d'un approvisionnement en énergie et en intrants facilité par l'abondance des ressources naturelles et d'un accès privilégié aux marchés des pays développés. Les principales entraves sont les infrastructures, la piètre qualité des intrants locaux, l'accès aux financements et les faibles capacités de la main-d'œuvre et des petites entreprises ⁵. Une récente étude du BIT montre que la proportion réduite de diplômés des premier et deuxième cycles du secondaire est un obstacle majeur au développement industriel ⁶.
- **12.** L'action du continent en faveur de l'industrialisation devrait améliorer les perspectives de changement technologique dans l'industrie manufacturière. Lors de leur sommet de 2008,

⁵ Banque mondiale: L'industrie légère en Afrique: Politiques ciblées pour susciter l'investissement privé et créer des emplois (2012).

⁶ I. Nübler: *Education structures and patterns of productive transformation: Lessons for education policies in African countries*, UNU-WIDER Conference on Learning to Compete: Industrial development and policy in Africa (Helsinki, juin 2013), http://www1.wider.unu.edu/L2Cconf/sites/default/files/L2CPapers/N%C3%BCbler.pdf.

placé sous le thème de l'industrialisation de l'Afrique, les dirigeants africains ont adopté un plan d'action pour le développement industriel (CEA et CUA, 2013), une priorité réaffirmée lors du 34^e Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe en août 2014. L'objectif est d'encourager la diversification vers des produits à plus forte valeur ajoutée, et de promouvoir la valorisation des ressources naturelles, pour passer de l'exportation de matières premières à leur transformation en produits finis. Les groupes régionaux ont un rôle important à jouer dans la création de chaînes de valeur locales et régionales verticalement intégrées ⁷.

13. Les technologies numériques se sont répandues rapidement dans les pays africains, en grande partie grâce à l'usage des téléphones mobiles. Même si l'accès à l'Internet fixe et au haut débit mobile reste limité, notamment dans les zones rurales, l'usage des téléphones portables a augmenté avec la baisse du prix des appareils. Seulement 45 pour cent des entreprises africaines disent communiquer par courriel avec leurs clients, contre 61 pour cent en moyenne en Asie de l'Est et 86 pour cent en Amérique latine. Internet facilite toutefois la vie des individus et des entreprises à de nombreux égards. Les technologies de l'information et des communications (TIC) permettent de chercher de nouvelles sources de revenus, de réduire les coûts de transaction et de participation au marché – par exemple le paiement des factures au Kenya et l'obtention de certificats de naissance et de permis de conduire sans avoir à parcourir de longues distances en Ouganda. L'enjeu est de généraliser l'accès à Internet, de favoriser le développement des services informatiques et de susciter de nouveaux modèles économiques susceptibles de créer des emplois de qualité. Cependant, aucune étude systématique n'a été menée sur l'impact des TIC et d'Internet sur l'emploi, le type d'emplois et les inégalités dans les pays africains. Le prochain rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale portera sur certaines de ces questions.

2. Les possibilités offertes par les nouvelles technologies

- 14. S'ils veulent créer rapidement des emplois, les pays africains doivent aussi tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies dans les pays développés et adopter les technologies de pointe à mesure qu'elles voient le jour. De nouvelles technologies telles que la robotique, les objets connectés, l'informatique en nuage et l'externalisation en nuage, l'industrie 4.0 et les machines «intelligentes» à apprentissage automatique peuvent permettre aux entreprises locales de proposer de nouveaux services, de développer de nouveaux produits et de faire un bond technologique. L'expérience montre que les pays ne peuvent en tirer un avantage que s'ils ont acquis les capacités nécessaires dans le cadre d'expériences préalables. D'où la nécessité pour les pays africains de bien appréhender la vague actuelle de nouvelles technologies et les possibilités qu'offrent les nouveaux modèles économiques adoptés dans les pays développés. Les pouvoirs publics et les entreprises doivent en outre avoir une bonne compréhension des capacités endogènes du pays et de ce qui est faisable en matière d'innovation de procédés et de produits.
- 15. L'externalisation en nuage représente un nouveau modèle économique en vertu duquel les entreprises accèdent au marché du travail mondial via Internet pour y trouver des spécialistes, des experts, et des services informatiques au gré de leurs besoins. Les entreprises constituent des équipes ad hoc pour gérer la relation client, réaliser des tâches éditoriales, mener des travaux de recherche, et accomplir toute une série d'autres tâches en ligne instantanément. L'économie «infonuagique» devrait connaître un essor rapide et

4

⁷ I. Salim: «Sub-Saharan Africa in the global apparel value chain», World Economic Forum: The shifting geography of global value chains (2013).

ouvrir de vastes perspectives aux travailleurs et aux entreprises des pays en développement. Elle offre des emplois à des travailleurs formés, attirés par la perspective de rémunérations élevées et de conditions de travail flexibles. Les développeurs Web et mobile, les graphistes et les traducteurs sont parmi les professions les plus demandées ⁸. Par exemple, en Afrique du Sud, le marché de l'informatique en nuage connaît une forte croissance du fait de l'évolution des centres de données qui hébergent tous les systèmes informatiques et stockent les informations ⁹. L'externalisation en nuage nécessite un accès aisé à Internet, un approvisionnement électrique fiable, des systèmes de paiement en ligne, des travailleurs qualifiés, et des institutions assurant la sécurité et la confidentialité des données, ainsi que la conformité aux normes internationales.

- 16. Les nouvelles technologies de production industrielle ont profondément changé le nombre et la nature des emplois. Dans un contexte de forte concurrence, les industries sont contraintes à automatiser des tâches effectuées jusqu'ici par des travailleurs ou à délocaliser des activités à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays à bas salaires. La robotisation a fait en partie disparaître les emplois de travailleurs moyennement qualifiés, mais a accru la part de travailleurs hautement qualifiés et peu qualifiés. Il sera de plus en plus difficile pour les pays africains d'adopter des techniques industrielles de pointe s'ils ne se dotent pas rapidement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, capable de mettre en œuvre et de conduire des procédés de production hautement automatisés.
- 17. Les nouvelles technologies de production peuvent en outre avoir un effet perturbateur sur les chaînes de valeur mondiales. L'industrie 4.0, ou usine intelligente, qui voit le jour dans les pays développés, vise à intégrer et automatiser l'ensemble de la chaîne de valeur dans la production. De nouveaux robots sont en mesure d'accomplir des tâches qui étaient jusqu'ici sous-traitées à des pays à bas revenu. Par exemple, un robot récemment mis au point effectue des tâches de couture pour la confection de vêtements, activité qui était jusqu'ici confiée à des «doigts de fée» et sous-traitée à des pays à bas salaires. Ces technologies vont permettre de rapatrier la confection textile dans les pays développés, surtout là où les industriels doivent réagir rapidement à l'évolution des modes et des tendances ¹⁰. Le rapatriement de la production va sérieusement compromettre les possibilités pour les pays en développement d'attirer des activités et de créer des emplois. Les pays africains, qui espéraient profiter de la hausse des salaires en Chine et dans d'autres pays d'Asie pour attirer des emplois, risquent de déchanter. Il est dès lors primordial de développer des chaînes de valeur régionales pour créer des emplois dans le textile et l'habillement en Afrique.
- 18. Pour les pays capables d'acquérir rapidement les compétences et les capacités nécessaires, les nouvelles technologies de production industrielle peuvent être l'occasion de faire un bond technologique, en attirant les investissements directs étrangers (IDE) et en apprenant à maîtriser les nouvelles méthodes. La Chine a compris l'occasion qui s'offrait à elle et a récemment établi un programme de coopération avec l'Allemagne, qui va lui transférer les technologies de production de l'industrie 4.0 (que l'on présente comme la quatrième révolution industrielle).
- **19.** Les nouvelles technologies auront aussi une incidence sur les métiers intellectuels. Elles sont appelées à profondément transformer les métiers dans un grand nombre de secteurs,

⁸ Financial Times: *New world of work: Digital marketplace reshapes casual labour* (5 août 2015), http://www.ft.com/cms/s/2/6a23a27c-3500-11e5-b05b-b01debd57852.html#ixzz3k6ZDHatd.

⁹ AfricanBrains: *Cloud computing market in South Africa 2014-2018*, http://africanbrains.net/2014/07/21/cloud-computing-market-south-africa-2014-2018/.

¹⁰ The Economist: *Technology Quarterly*, «Made to measure» (30 mai 2015).

notamment l'aviation, le droit, la médecine, la géologie pétrolière, l'architecture, la recherche et développement, l'enseignement et le design 11. Les tâches seront standardisées, systématisées, accomplies par des ordinateurs et mises à disposition par le biais d'Internet. En Afrique, les travailleurs hautement qualifiés pourraient avoir à y gagner, parce que ces nouvelles technologies leur permettent en premier lieu de se concentrer sur des tâches essentielles qui ne sont pas automatisables, et, en second lieu, de développer des services informatiques et de participer aux chaînes de valeur de services locales, régionales ou mondiales. Des médecins pourraient ainsi développer une expertise dans le diagnostic de maladies tropicales ou proposer des plans de traitement personnalisés, des architectes et des ingénieurs pourraient utiliser des machines intelligentes pour mettre au point des modèles et des matériaux de construction adaptés au contexte local, des juristes pourraient proposer des conseils juridiques spécialisés en ligne, en donnant un accès instantané à des modèles de documents et des tutoriels. Le développement de ces plates-formes donnera naissance à de nouveaux métiers, à l'intersection de l'humain, du logiciel et de la machine: architecte et analyste de données massives, spécialiste de services en nuage, développeur de logiciels, cogniticien juridique ou informaticien juridique.

20. L'impression 3D, ou fabrication additive, est l'une des technologies prometteuses qui peuvent aider le secteur de l'artisanat à innover et à créer des emplois. Ces technologies permettent de fabriquer des objets à la demande dans des délais très courts. Les artisans peuvent ainsi réaliser des pièces sur mesure selon les spécifications des clients, ainsi que des pièces impossibles à créer par des procédés de fabrication traditionnels, tels que la découpe, la taille, ou le moulage. Grâce à l'impression 3D, un même fabricant peut produire une vaste gamme de biens de consommation, puisque l'imprimante 3D permet de réaliser un grand nombre de formes différentes, quel que soit leur degré de complexité. Ces outils permettent de proposer des biens et des services répondant aux besoins de la population locale, et l'on peut même envisager que des artisans produisent des articles de haute qualité personnalisés et sur mesure pour l'exportation.

B. Questions stratégiques

21. Le développement technologique est essentiellement un processus d'investissement dans les capacités productives – capital physique et humain, infrastructures – et d'acquisition de capacités locales par le biais de l'apprentissage. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans ce double processus. Il n'existe pas d'approche politique valable pour tous les pays. Les responsables politiques doivent élaborer des stratégies d'innovation, d'investissement et d'apprentissage adaptées au contexte national, en tenant compte de la situation et des capacités du pays, ainsi que de ses objectifs de développement et de ses aspirations. L'élaboration et l'évaluation de ces stratégies doivent s'appuyer sur des études et des analyses par pays, fondées sur des données solides.

1. Favoriser l'investissement et les capacités productives

22. Les Etats doivent concevoir et mettre en œuvre des politiques volontaristes de transformation industrielle ou productive. Un des éléments clés est de cibler les activités et les technologies à privilégier. En outre, seul un ensemble complet, intégré et coordonné de politiques et d'institutions peut permettre de relever de manière adéquate la multitude de défis. Cet ensemble de politiques doit consister en un arsenal cohérent de mesures en matière

6

¹¹ R. Susskind et D. Susskind: *The future of the professions: How technology will transform the work of human experts* (Oxford University Press, 2015).

d'investissement, de commerce, de technologie, d'éducation et de formation, étayées par des politiques macroéconomiques, financières et de l'emploi ¹². L'investissement dans les infrastructures est indispensable en Afrique afin d'améliorer la connectivité, renforcer l'accès des zones urbaines et rurales à Internet, de créer un approvisionnement électrique fiable et de réduire les coûts de production, de transport et de transaction.

2. Renforcer l'apprentissage et les capacités

- 23. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans la promotion de l'apprentissage à différents niveaux. Il faut envisager une stratégie globale pour promouvoir l'apprentissage à l'école, dans les centres de formation, sur le lieu de travail et sur les réseaux sociaux. L'objectif est de permettre aux travailleurs d'acquérir des compétences plus diversifiées et complexes, et aux entreprises locales d'intégrer certaines pratiques technologiques et organisationnelles. Plus les compétences sont complexes et diversifiées, et les pratiques des entreprises «intelligentes», plus une économie est à même de passer à des méthodes plus complexes, de diversifier sa production et d'adopter des technologies de pointe, accélérant ainsi le rythme de la création d'emplois ¹³.
- 24. Le grand intérêt de l'enseignement scolaire est qu'il dote la main-d'œuvre de compétences techniques et des comportements qui vont avec, même quand les entreprises ne sont pas encore en mesure d'offrir ces possibilités d'apprentissage. Le développement de l'industrie légère requiert surtout des travailleurs moyennement qualifiés tels que des conducteurs de machine, des techniciens et des employés de bureau. D'où l'importance d'investir dans les premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont encore une structure de niveaux d'éducation en L (taux de scolarisation élevé dans le primaire, mais extrêmement faible dans le secondaire et dans le supérieur), ce qui se traduit par une offre limitée de travailleurs moyennement qualifiés et dans une faible capacité de transformation des systèmes de production.
- 25. Les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) doivent être renforcés dans tous les pays d'Afrique. Les politiques de formation doivent être étroitement coordonnées avec des stratégies d'innovation et d'industrialisation. Des études du BIT montrent que l'amélioration des systèmes d'apprentissage informel et le perfectionnement des compétences techniques et commerciales favorisent la modernisation technologique dans l'artisanat, en permettant au maître artisan d'innover et d'adopter des technologies nouvelles, et aux travailleurs de bien utiliser ces nouvelles technologies ¹⁴.
- **26.** Les politiques d'investissement doivent promouvoir le développement des capacités technologiques des entreprises africaines, en favorisant à la fois l'intégration de celles-ci dans les chaînes de valeur et le transfert de technologies de l'entreprise mère à ses sous-

¹² J.M. Salazar-Xirinachs, I. Nübler et R. Kozul-Wright: *Transforming economies: Making industrial policy work for growth, jobs and development* (Genève, BIT, 2014).

¹³ I. Nübler: «A theory of capabilities for productive transformation: Learning to catch up», Salazar-Xirinachs *et al.*, *op. cit*.

¹⁴ Etudes du BIT sur l'apprentissage informel en Egypte, au Ghana, au Malawi et en République-Unie de Tanzanie, http://www.ilo.org/skills/projects/WCMS_171552/lang--fr/index.htm.

traitants locaux. Il ressort d'une récente étude de la Banque mondiale que les retombées technologiques des investissements étrangers sont encore très limitées ¹⁵.

3. Institutions du marché du travail et cadres réglementaires

27. Pour élaborer des programmes d'action globaux, les institutions doivent coordonner les différentes politiques et intégrer les stratégies d'apprentissage, d'investissement et d'innovation. Les institutions du marché du travail, les conseils nationaux de la compétitivité, les conseils ou comités sectoriels, les réseaux informels de communautés de pratique et les partenariats public-privé ont un rôle à jouer. Par exemple, les conseils nationaux des programmes peuvent faciliter l'élaboration de réformes efficaces des systèmes d'EFTP afin de promouvoir le développement technologique. De plus, les institutions réduisent les coûts de transaction et facilitent l'accès au crédit, ce qui est crucial pour l'adoption de nouvelles technologies et la création d'emplois de qualité, notamment pour les jeunes entrepreneurs et les petites entreprises ¹⁶. M-PESA, le système de paiement par téléphone mobile utilisé au Kenya, est un bon exemple d'innovation dans la finance qui a considérablement facilité l'accès au crédit, y compris dans les zones rurales. Les cadres réglementaires, notamment en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle et les résultats en matière d'innovation et leur protection, sont des facteurs clés pour favoriser les activités de recherche et développement et les investissements étrangers.

Points proposés pour la discussion

- **28.** Au vu des tendances et des questions stratégiques évoquées ci-dessus, les participants à la Réunion régionale africaine souhaiteront peut-être aborder les questions suivantes:
 - Dans quelle mesure les nouvelles technologies contribuent-elles à mieux coupler croissance économique, création d'emplois de qualité et résultats en matière de travail décent?
 - Comment orienter les institutions du marché du travail, les politiques en faveur des entreprises et les systèmes de formation afin de stimuler les possibilités offertes par les nouvelles technologies tout en facilitant l'adaptation? Quel est le rôle dévolu au dialogue social à cet égard?
 - Comment l'OIT peut-elle contribuer à faire de la transformation structurelle et des nouvelles technologies un moteur du développement durable en Afrique?

8

¹⁵ T. Farole et D. Winkler (dir. de publ.): *Making foreign direct investment work for Sub-Saharan Africa: Local spillovers and competitiveness in global value chains* (Washington, DC, Banque mondiale, 2014).

 $^{^{16}}$ BIT: School-to-work-transition-survey (Genève, 2015), http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/work-for-youth/WCMS_191853/lang--en/index.htm.